



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le

17 AVR. 2025

**Arrêté N° 2025-71-MED portant mise en demeure
à l'encontre de la société GCA LOGISTICS FOS de respecter les prescriptions applicables
à son établissement sis sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5 ;

Vu le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-50 A du 23 juillet 2015 autorisant la Société GCA LOGISTICS FOS à exploiter une plateforme logistique sur la zone d'activité DISTRIPORT sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 février 2025 référencé JC/JPP-D-0210-MRT-2024 établi à l'issue d'une visite d'inspection réalisée le 1^{er} février 2024 sur les installations de la société GCA LOGISTICS FOS sises sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que la société GCA LOGISTICS FOS est autorisée à exploiter, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, une plateforme logistique sur la zone d'activité DISTRIPORT à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

Considérant que le point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux eaux d'extinction incendie dispose que « *En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.* » mais également que « *Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.* »

Considérant que lors de la visite en date du 1^{er} février 2024 susvisée, l'inspecteur des installations classées a constaté que la vanne martelière motorisée située à proximité de la noue étanche n'était ni pilotable à distance, ni asservie. Cette vanne est pourtant raccordée à la noue étanche ;

Considérant que la visite a révélé que la vanne martelière était de façon nominale en position ouverte et que cette dernière met en connexion la noue étanche avec le milieu naturel extérieur au site ;

Considérant que la noue étanche est en point bas et que cette dernière entre dans les volumes nécessaires à la récupération des eaux d'extinction ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Considérant que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société GCA LOGISTICS FOS de respecter les dispositions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 – mise en demeure

La société GCA LOGISTICS FOS, dont le siège social est situé DISTRIPORT Porte d'Asie - bâtiment B4 - 7 avenue de Shanghai - 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :

- transmettant, **sous un mois**, un échéancier de remise en conformité,
- réalisant, **sous quatre mois**, les interventions nécessaires afin d'automatiser le fonctionnement de la vanne martelière.

Les délais mentionnés au présent article s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société GCA LOGISTICS FOS et publié sur le site internet du département des Bouches-du-Rhône.

Article 4 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 Rue Jean François Leca, 13002 Marseille), dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 - Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - le sous-préfet d'Istres,
 - le maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône,
 - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA